

## LES PEUPLES

Le discours sécuritaire, repris par toute la classe politique, justifie depuis quelques années la répression des «banlieues»,

des mouvements sociaux, et autres «exclusEs»,

(groupements des fichiers de police, fichage social,

contrats de sécurité locale, vidéo surveillance, durcissement des peines, ...).

La guerre a accéléré ce processus.

«La guerre est engagée par chaque groupe dirigeant contre ses propres sujets, et l'objet de la guerre n'est pas de faire ou d'empêcher des conquêtes de territoires, mais de maintenir intacte la structure de la société.

[...] La guerre est l'état normal de la paix sociale.»  
1984, George Orwell.

En France, la première mesure prise a été le renforcement de Vigipirate (fouilles, contrôles d'identités, état de siège dans certains lieux publics, déploiement de forces répressives, ...). Avec la multiplication des contrôles au faciès, les premières victimes de la psychose sécuritaire sont les populations immigrées : en une semaine, le nombre d'étrangers arrêtés et placés en rétention a augmenté de 30% (source Cimade). La Présidence de l'UE s'est, elle, félicitée de l'arrestation de 1350 immigrantEs en 10 jours, dont une majorité d'afghanEs. Le but affiché, pour les pays candidats, les états membres, et europol, est d'optimiser les contrôles aux frontières effectués par les pays candidats. Sous prétexte de la création d'un espace «de liberté, de sécurité et de justice», il s'agit d'envoyer mourir plus loin qu'à nos frontières.

Dans l'ombre de la guerre ont été passées diverses mesures liberticides : le gouvernement anglais parle d'instaurer pour toutEs des cartes d'identité (inexistantes jusqu'à présent), agrémentées de profils ADN ; en France des lois ont été votées interdisant le cryptage, réglementant les «free parties», autorisant les fouilles de véhicules, les perquisitions pour raison de «sécurité publique», l'accroissement des contrôles, les palpations par les vigiles privés, les interdictions d'accès arbitraires, l'enregistrement de toute communication, la dispersion de tout rassemblement en bas d'un immeuble, la prison et des amendes énormes pour la fraude des transports publics, ...

Et pour que le système pénitentiaire suive, on annonce la construction de 35 nouvelles prisons en partenariat avec le privé (13000 places).

Le nouvel arsenal judiciaire européen de «lutte contre le terro-



risme» contient une redéfinition extrêmement large du concept d'«infraction terroriste», et instaure pour celle-ci une législation et des procédures d'exception. «Tout acte qui vise à menacer, à porter gravement atteinte ou à détruire les structures politiques, économiques ou sociales d'un pays» devient un acte terroriste. Cela s'adapte à de très nombreuses activités politiques contestataires, comme les manifestations antimondialisation et les arrachages de plantes transgéniques, ainsi que les luttes indépendantistes non-violentes. La simple utilisation d'un système informatique à des fins politiques et militantes devient elle aussi suspecte, le contrôle d'internet est renforcé.

La mise en place de la police européenne s'est accélérée, notamment à travers la mise en commun des fichiers nationaux, et la création d'un mandat d'arrêt européen, ce qui signifie par exemple que toutE françaisE accuséE par la police italienne de violence au sommet de Gênes, d'homosexualité ou d'avortement par la police irlandaise pourra être arrêtéE en France et extradéE.

Un homme qui a crié «vive ben laden» a pris un an de prison ferme, d'autres ont pris deux mois fermes pour avoir «menacé» des policiers d'une attaque aérienne sur le commissariat, 30 employés du métro de Londres ont été licenciés pour avoir refusé de faire les trois minutes de silence, ...

L'Occident, espace «de liberté, de sécurité et de justice» ?

En Orient, la misère a été récupérée et instrumentalisée par les fondamentalistes, ce qui est une catastrophe. Mais face à ça, et sous prétexte de défendre le Bien face aux Talibans (formés et armés par la CIA !), l'État parfait son arsenal sécuritaire et de contrôle des populations. Cette guerre et l'union sacrée autour de la croisade «antiterroriste» arrivent à point nommé pour donner un coup d'accélérateur à la grande machine de contrôle social qui se met en place.

De quelle sécurité parle-t-on, quand celle-ci vise non pas à assurer la sécurité des populations (les mesures prises ne peuvent empêcher un attentat), mais uniquement celle des États et du capitalisme. En effet, notre société est violente. Destruction de l'environnement, misère, isolement, accidents du travail, souffrances quotidiennes, sont la véritable insécurité ; ses racines sont à chercher dans le fonctionnement du système, basé sur l'inégalité et l'oppression.

De quelle justice parle-t-on lorsque la réponse apportée est militaire et non juridique, Bush n'ayant aucune envie qu'un procès ait lieu (cela risquerait de mettre à jour ses liens avec Ben Laden), et lorsqu'il s'agit de défendre le marché, de réduire au silence ses victimes, et de criminaliser ses opposants, pendant qu'on abandonne les poursuites contre les affaires de délinquance économique et financière, de réseaux de blanchiment, de trafic international, de proxénétisme (réseaux dont Ben Laden profite également).

De quelle liberté parle-t-on, quand s'installe un système totalitaire dans lequel toutE individuE est forcéE de rentrer. Que penser lorsque l'on entend la classe politique dire que faire grève en ces temps de crise internationale est inadmissible, et que les grévistes du Louvre sont forcés par les magistrats de reprendre le travail ? Surveillance, mise au pas, et répression de toute dissidence sont la réalité de ce cadre disciplinaire. La guerre n'est qu'un prétexte pour l'imposer.